



**Caf de la Loire
55 rue de la Montat
42000 ST ETIENNE**













Marché public de fournitures

**Fourniture et installation du mobilier, des éléments d'agencement et
travaux de finitions pour le site de la CAF de Roanne**

Appel d'offres ouvert

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(C.C.A.P.)**

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Marché public de fournitures</p> <p><u>Objet</u> : Fourniture et installation du mobilier, des éléments d'agencement et travaux de finitions pour le site de la CAF de Roanne</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Caf de la Loire 55 rue de la Montat 42000 - ST ETIENNE</p>
	<p>Le marché inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>Le marché n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Marché passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Site d'installation: CAF, 51 RUE MARX DORMOY, 42300 ROANNE</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti.</p>
	<p>La durée du marché est de 6 mois.</p>
	<p>Le marché est à prix forfaitaire.</p>
	<p>Le marché est actualisable.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>Le marché n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet</p>
	<p>Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1.	PRÉAMBULE.....	4
PARTIE 2.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
ARTICLE 1.	REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR	5
ARTICLE 2.	OBJET DU MARCHÉ PUBLIC	5
ARTICLE 3.	DURÉE	5
ARTICLE 4.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 5.	ASSURANCES	6
ARTICLE 6.	INTERVENANTS.....	6
6.1.	SOUS-TRAITANCE.....	6
6.2.	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	7
PARTIE 3.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	8
ARTICLE 7.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC.....	8
7.1.	MODALITES DE FIXATION DES PRIX	8
7.2.	CONTENU DU PRIX	8
7.3.	VARIATION DES PRIX.....	8
ARTICLE 8.	AVANCE	8
ARTICLE 9.	RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 10.	MODALITÉS DE PAIEMENT	9
10.1.	DELAI DE PAIEMENT	9
10.2.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	9
10.3.	FACTURATION	9
PARTIE 4.	MODALITÉS D'EXÉCUTION	11
ARTICLE 11.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	11
ARTICLE 12.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 13.	DÉVELOPPEMENT DURABLE	12
ARTICLE 14.	PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS.....	12
ARTICLE 15.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	12
15.1.	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	12
PARTIE 5.	CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE	13
ARTICLE 16.	ADMISSION	13
ARTICLE 17.	DÉLAI DE GARANTIE	13
PARTIE 6.	CLAUSES DIVERSES.....	14
ARTICLE 18.	CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ	14
PARTIE 7.	DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION	16
ARTICLE 19.	PÉNALITÉS ET PRIMES	16
ARTICLE 20.	MESURES COERCITIVES	17
ARTICLE 21.	CAS DE RÉSILIATION	17
ARTICLE 22.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	17
PARTIE 8.	DÉROGATIONS AU CCAG.....	19

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

Le nom du représentant de l'acheteur sera communiqué lors de l'envoi de la lettre de notification.

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

Objet des fournitures : Fourniture et installation du mobilier, des éléments d'agencement et travaux de finitions pour le site de la CAF de Roanne.

Lieu de livraison : CAF DE ROANNE, 51 RUE MARX DORMOY, 42300 ROANNE

ARTICLE 3. DUREE

Durée :

Le marché est conclu pour une durée de 6 mois.

La durée du marché commence à courir à partir de la date de commencement qui sera définie par ordre de service.

Délai de livraison :

Date prévisionnelle de livraison du bâtiment est actuellement fixée au 20/10/2026. Une réception des prestations est demandée au 14/12/2026 au plus tard.

Le délai de livraison correspond au délai, en jours calendaires, sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre.

Caractéristiques du délai de livraison :

Par dérogation à l'article 13 du CCAG fournitures courantes et services, la durée du marché ne commence pas à sa notification.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)
- L'offre technique du titulaire

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

ARTICLE 5. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Attestations :

Dans un délai de 5 jours à compter de la conclusion du marché, le titulaire justifie qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie requise par les documents du marché. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de 5 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 6. INTERVENANTS

6.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

6.2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

Si le titulaire est un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES DES PRIX DU MARCHE PUBLIC

7.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'un prix forfaitaire.

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

7.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

7.3. Variation des prix

Les prix sont fermes.

Conformément à l'article R. 2112-11 du code de la commande publique, ce prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, l'actualisation se faisant aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Prix actualisé = Prix initial du marché * CA

CA = $c1/C1$

où

c1 = indice 10534384 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 31.01 – Mobilier de magasin, d'usine et de collectivités – Série arrêtée en vigueur à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois

C1 = indice 10534384 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 31.01 – Mobilier de magasin, d'usine et de collectivités – Série arrêtée en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'acte d'engagement

ARTICLE 8. AVANCE

L'option A du CCAG Fournitures courantes et services est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 5% du montant initial du marché.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à :

- 30% pour les marchés publics passés par l'Etat ;
- 10% pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat, autres que les établissements publics de santé, dont les charges de fonctionnement constatées dans le compte financier au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros ;
- 10% pour les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées dans le compte de gestion du budget principal au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros.

ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 10. MODALITES DE PAIEMENT

10.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

10.2. Modalités de règlement des comptes

Facturation électronique :

En complément des dispositions de l'article 11.8 du CCAG fournitures courantes et services,

10.3. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : Caf de la Loire

SIRET : 53421608000042

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 11. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

ARTICLE 12. EXECUTION DES PRESTATIONS

Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG fournitures courantes et services. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte. Les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation, sauf si cela contrevient aux règles sanitaires et d'hygiène.

Livraison :

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;

- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

ARTICLE 13. DEVELOPPEMENT DURABLE

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

Clause environnementale générale :

En complément des dispositions de l'article 16.2 du CCAG fournitures courantes et services, il est attendu que les candidats réalisent au minimum 10% de leur offre globale avec des matériaux écoresponsables et des produits issus de la filière du réemploi (meublier récupéré, de seconde vie, ou fabriqué à partir de matériaux recyclés ou upcyclés). Les candidats qui proposeront d'aller au-delà de ce seuil de 10% seront valorisés.

ARTICLE 14. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS

Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

ARTICLE 15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

15.1. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

ARTICLE 16. ADMISSION

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des fournitures, il peut être selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

ARTICLE 17. DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de l'admission.

PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 18. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

Protection des données à caractère personnel :

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG fournitures courantes et services, Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

En complément des dispositions de l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services:

Normes et règlements

Le matériel doit être conforme aux spécifications du DCE et de ses annexes, ainsi qu'aux normes réglementaires en vigueur à la date de la présente consultation sur le territoire français.

Le candidat déclare connaître et respecter à tous les égards, les lois, décrets et règlements émis par toute autorité locale ou autre, ainsi que tout règlement émis par les organisations privées et publiques se rapportant à son activité dans le cadre de l'exécution du Marché.

Le candidat devra supporter toutes les conséquences financières et administratives engagées par le Maître d'Ouvrage, notamment, par suite du non-respect par le candidat, ses salariés, sous traitants ou fournisseurs, des dispositions des lois, décrets, règlements et autres textes mentionnés au présent document.

Le candidat est réputé connaître la situation des lieux les conditions d'approvisionnement et la nature des difficultés spéciales résultant du mode d'exécution de son travail. Il lui appartient à l'entreprise de se conformer au règlement qui sera mis en place sur l'immeuble.

Il devra exécuter son ouvrage selon les règles de l'art, notamment concernant l'ergonomie, le classement anti feu (PV fournis à jour et tests des matériaux), les normes et directives européennes (normes AFNOR, respect des DTU, agréments du CSTB et procès verbaux d'essai de résistance au feu, à l'abrasion et aux dégagements toxiques), code du travail, sécurité et protection de la santé.

Le candidat devra respecter les avis techniques, les règles de mise en oeuvre et les prescriptions techniques des fabricants du mobilier et disposer d'un label NF Ameublement, NF Mobilier professionnel, il devra également disposer de certificats et PV d'essais attestant de la pérennité, la simplicité de démontage/remontage, la solidité mécanique, la qualité générale, la qualité des composants, la durabilité, la sécurité et l'acoustique (pour les mobiliers concernés).

Le fabricant devra, si possible, être certifié ISO 9001 (pour la qualité du process de fabrication) et ISO 14001 (pour le respect de l'environnement) ou tout au moins une démarche relative au suivi qualitatif équivalente.

Les produits proposés devront avoir un niveau d'émission de COV d'A+.

Réparation des dommages :

En complément des dispositions de l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services:

Responsabilités pour vols et dégradations

Le candidat est responsable de ses approvisionnements jusqu'à la réception de la prestation, qu'il s'agisse de vols, dégradations ou détériorations.

Le candidat devra prendre à sa charge les protections complémentaires à celle déjà mises en place dans le cadre de l'installation du chantier. Toutes dégradations seront à sa charge.

Le candidat débarrassera le site au fil de l'avancement, de tout emballage, résidu et produit résultant de son intervention et laissera les lieux en parfait état de propreté et de fonctionnement.

Réception

Seront refusés tous mobiliers comportant

Des emballages

Des taches

Des rayures

Des déformations ...

Après la réception, le candidat aura 4 semaines pour procéder au changement et complément de mobilier abimé ou manquant. Les opérations de vérification qualitative auront pour objet de constater la qualité et la fonctionnalité de tout le mobilier.

Si la qualité fournie n'est pas conforme aux stipulations du marché ou de la commande, le Maître d'Ouvrage pourra mettre en demeure le candidat de reprendre, de compléter ou d'achever la prestation.

PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 19. PENALITES ET PRIMES

Retard dans la réception et le traitement de la commande et devis

Tout retard dans le traitement d'un bon de commande ou demande de devis peut entraîner l'application d'une pénalité journalière forfaitaire de 50 € T.T.C. par bon de commande.

Retard dans la livraison y compris pour les pièces détachées

Si les livraisons ne sont pas effectuées de manière complète et parfaite, du fait de la carence du titulaire, dans le délai prévu à l'article 5 de l'acte d'engagement ou délai mentionné au cadre de réponse technique, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant forfaitaire de 100 € T.T.C. par jour de retard.

Retard dans la transmission de documents

Le titulaire qui ne répond pas dans les délais à une demande de documents, (notamment attestation d'assurance, facture conforme, bordereau de destruction, reporting, suivi des commandes trimestriel, etc.) formulée par le pouvoir adjudicateur s'expose à une pénalité forfaitaire de 100 € T.T.C. par document non transmis et par semaine de retard

L'absence de transmission des nouveaux catalogues et catalogues actualisés par le titulaire lui fait encourir une pénalité forfaitaire de 100 € T.T.C. par semaine de retard.

Non-respect de l'enlèvement et du traitement des déchets y compris les emballages

Une pénalité forfaitaire journalière de 50 € T.T.C. s'applique si le titulaire n'enlève pas les déchets le jour ou dans le délai convenu.

Non-respect d'une livraison totale

Si le titulaire ne procède pas à une livraison complète des articles à savoir conforme au bon de commande, il s'expose à une pénalité forfaitaire de 50 € T.T.C. par jour et par livraison partielle jusqu'à l'aboutissement d'une livraison totale.

Dérogations relatives aux pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

toutes les pénalités sont cumulables. Elles seront déduites du montant restant dû par la Caisse d'allocations familiales.

Le titulaire sera averti de l'application de ces pénalités.

Les pénalités énoncées dérogent à l'article 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du C.C.A.G.

Si le montant de la ou des pénalité(s) est supérieur au montant de la / des commande(s), le solde dû par le titulaire en faveur du pouvoir adjudicateur est porté en déduction de la facture suivante.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 20. MESURES COERCITIVES

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 21. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

ARTICLE 22. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Judiciaire de Lyon

Tél. : 04 72 60 70 12

Fax :

Email :

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal Judiciaire de Lyon

Tél. : 04 72 60 70 12

Fax :

Email :

Le tribunal territorialement compétent pour connaître de toute difficulté, litige ou contestation qui pourrait naître à l'occasion de cette consultation est le :

Tribunal judiciaire de Lyon

Secrétariat du Greffe du TJ de Lyon

67 rue Servient 69003 Lyon

Tél. : 04.72.60.70.12 – tj-lyon@justice.fr

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 5.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 9.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 13 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.